

Les salariés grecs dans la crise et le programme du mémorandum

Petros Linardos-Rulmond

Institut du travail de la Confédération générale du travail (GSEE) et Confédération des syndicats des fonctionnaires publics (ADEDY), membre de l'Institut Nicos Poulantzas, Grèce.

La réalisation des politiques du mémorandum approuvé par l'État grec et la «troïka» (le Fonds monétaire international, la Banque centrale européenne et la Commission européenne) a des conséquences graves sur les travailleurs et les classes populaires, mais aussi sur la capacité de production de l'économie grecque. Parmi les effets néfastes à long terme figurent la capacité à restaurer l'équilibre dans la répartition des revenus et richesses, les services socio-économiques publics, la production et l'emploi ainsi que les relations de l'économie grecque avec le reste du monde.

La question de la dette publique est au centre des discussions sur une stratégie alternative, puisque le paiement de l'intérêt sur la dette dépasse actuellement 5% du produit intérieur brut annuel, un taux qui atteindra 8% en 2014. Parmi les analystes de gauche, il n'existe pas de consensus quant à la façon de traiter ce problème. Certains privilégient une cessation immédiate des paiements, d'autres soulignent la possibilité d'une renégociation de la dette, d'autres encore abordent cette question du point de vue des conditions politiques nécessaires à la mise en place de l'une de ces deux options.

Le fait est que la politique dominante en matière de gestion de la dette publique en Europe vise à renforcer les inégalités de répartition des revenus qui s'étaient déjà creusées lors des 30 années de plein pouvoir néolibéral. L'effacement d'une partie de la dette publique et une profonde redistribution inversée par l'impôt seraient une première étape dans la recherche de ressources et la création des conditions politiques nécessaires à la réalisation de

stratégies fondées sur le principe de solidarité sociale ; cela pourrait apporter un équilibre durable dans les secteurs productifs et environnementaux.

Le cas grec est, à sa façon, révélateur du rôle joué par la domination du capital financier ainsi que par le transfert des ressources vers les profits et les groupes à revenu élevé (et l'accélération de cette tendance avec le mémorandum) dans l'affaiblissement des outils de développement potentiel, le démantèlement systématique de l'État social et du cadre institutionnel de protection du travail, ainsi que la désagrégation des alliances sociales et des tissus sociaux. La forte individualisation d'une grande partie des salariés, et donc la perte d'interaction avec les cadres organisationnels ou institutionnels protecteurs, le renforcement de la différenciation des salariés et l'éloignement des bureaucraties ayant des intérêts et stratégies spécifiques, contribuent à rendre toute réponse à l'agressivité du capital fort peu probable.

Il est nécessaire d'envisager sous un nouveau jour la constitution d'un mouvement de résistance. Il faut à la fois redéfinir les besoins et réarticuler les projets politiques avec la façon dont la société pense et réagit. La reconstruction des mouvements sociaux ne peut pas reposer sur d'anciennes structures et méthodes. Elle doit absolument partir de la base de la société, présenter les besoins collectifs de façon moderne et procéder à de nouvelles synthèses programmatiques susceptibles de créer de nouvelles alliances sociales, suffisamment fortes pour s'exprimer à un niveau politique central. Ces synthèses programmatiques pourront tenir compte des priorités : s'attaquer au changement climatique et rechercher de nouvelles formes de solidarité sociale pour un système économique durable.

La politique du mémorandum et ses diversions

Le programme de politique économique appliqué suite au mémorandum de coopération entre l'État grec et la «troïka» se présente comme un programme de restauration de l'équilibre financier public et de service de la dette, mais aussi comme un ensemble de politiques de réforme visant tous les secteurs de l'économie. Il apparaît comme le programme que la Grèce attendait pour renouveler ses institutions et ses outils politiques obsolètes et comme le couronnement de la grande idée «modernisatrice». De toute évidence, cette conception alimente la foi du gouvernement socialiste en un ensemble de mesures que les socialistes grecs auraient condamnées sans hésiter il y a encore quelques mois.

Toutefois, l'évolution au cours des trois mois qui ont suivi la promulgation de ce programme, ainsi que les douloureux effets immédiats sur le monde du travail et les prévisions annonçant le maintien d'un taux de chômage élevé (officiellement autour de 15%) entre 2011 et 2013 nous permet de douter de la réalisation du programme de finances publiques et des résultats concernant

les recettes de compétitivité et le renforcement des exportations. Par conséquent, on peut se demander si les conditions seront réunies pour sortir de la récession. On peut ainsi raisonnablement penser que la baisse des salaires dans l'administration publique aura des effets néfastes sur son efficacité, notamment dans le domaine crucial de la politique fiscale.

Selon les toutes dernières prévisions (celles du budget 2011), la chute de l'activité va se poursuivre, mais une reprise s'amorcera en 2012 (1,1 %) et continuera en 2013 (2,1 %). 2012 sera l'année d'un excédent public primaire, tandis que la dette publique commencera à baisser (estimation du FMI) à partir de 2014. Les prévisions du PIB ont ceci de particulier qu'elles dépendent fortement de scénarios optimistes en matière d'exportations (6,1 % en 2011, 5,7 % en 2012 et 7,3 % en 2013). Ces derniers constituent le moteur de la lente reprise puisque tous les autres ingrédients de la demande ne peuvent pas conduire dans cette direction.

La planification à moyen terme des finances publiques se caractérise par de très faibles ambitions d'augmentation des revenus, en raison d'une politique fiscale qui ne cherche pas à redistribuer la charge fiscale sur les groupes à revenu plus élevé, mais qui est aussi caractérisée par la réduction des déficits et la création d'un excédent primaire tout en réduisant des dépenses. Cependant, l'évolution dans ce domaine en 2010 révèle des problèmes. Cette année, les dépenses publiques ont baissé de 3 points de PIB, notamment en raison de la baisse des pensions et des salaires des fonctionnaires, mais les objectifs de recettes n'ont pas été atteints. Comme l'indique le rapport du FMI de septembre 2010, l'écart atteindra 4 milliards d'euros cette année, compensé par la baisse des dépenses courantes. Cet écart est d'abord imputable aux faibles recettes générées par la hausse de la TVA, en raison de la récession, ainsi qu'à l'inefficacité des mécanismes de perception des impôts. En 2011, les impôts n'augmenteront que de 700 millions d'euros. Les sociétés les plus rentables seront soumises à une taxe exceptionnelle (1 milliard d'euros), mais les autres augmentations d'impôts (5 millions d'euros supplémentaires) dépendront de la TVA et des autres impôts indirects, ainsi que du paiement des amendes, en d'autres termes, de mesures à l'issue douteuse en raison de l'inefficacité des services de contrôle et de perception des impôts.

Les prévisions optimistes tablant sur une augmentation accélérée des exportations à partir de 2011 reposent sur des hypothèses peu crédibles. D'abord, la prévision d'accélération de la reprise des marchés grecs d'exportation ne repose sur rien de concret. Ensuite, la logique de dépréciation intérieure grâce aux baisses de salaire dans le secteur privé (dues à des décisions politiques, à la mise en place par le mémorandum d'un régime de flexibilité totale sur le marché du travail et à l'insécurité causée par l'augmentation du chômage) ne peut pas renverser de manière significative la tendance à la baisse de compétitivité. Il s'agit d'un pays qui a perdu une partie de son tissu productif et qui

perd actuellement des marchés de produits et de services dans des domaines où sa position concurrentielle n'était pas principalement due à des bas salaires.

Néanmoins, il est évident que le programme de politique économique n'offre aucune solution au problème de non compétitivité des marchés. L'effort persistant «d'ouverture» des professions fermées, c'est-à-dire des professions ayant des barrières à l'entrée ou des grilles de rémunération, ne peut pas régler tout le problème. En 2010, l'indice des prix à la consommation devrait augmenter de 4,6% malgré la baisse de 4% du PIB. Ceci s'explique par le transfert au consommateur de l'augmentation de l'impôt (TVA), ce qui montre que, même en période de récession, les comportements de monopole et d'oligopole fonctionnent bien, même dans les secteurs comptant un grand nombre d'entreprises. En outre, après avoir rejoint l'UEM, le paysage économique grec a affiché une inflation permanente des profits, responsable à la fois des profits élevés des entreprises et de la baisse de leur compétitivité.

Selon le dernier rapport publié par l'Institut du travail GSEE-ADEDY, la récession risque clairement de se prolonger à cause de l'incapacité de l'économie à entrer dans une phase de réduction progressive de la dette. Des spéculations sur le prolongement du paiement de la dette dans le cadre du Mécanisme de Soutien puis la restructuration potentielle de la dette publique circulent déjà dans la presse. L'Institut du travail conclut qu'en 2011, le taux de chômage atteindra 20% et dépassera le million de personnes, tandis que la réduction cumulée de la rémunération moyenne en 2010-2011 atteindra 25%. Toutefois, l'action combinée de la flexibilisation du marché du travail et de l'abolition des accords collectifs, d'une part, et de l'augmentation massive du chômage, d'autre part, fait progresser l'emploi temporaire et à temps partiel ainsi que le travail au noir des travailleurs grecs et étrangers. Le monde du travail grec aborde une nouvelle ère. Si les tendances actuelles se confirment, il perdra tout lien avec le «modèle social européen».

Le débat sur la dette

L'extrême endettement de l'économie, en dernière analyse, nécessite la destruction d'une partie de ses actifs. Certains de ces actifs ne correspondent pas à une capacité de l'économie réelle et doivent donc être supprimés. Dans le cas d'une économie nationale située dans un environnement international, ainsi que d'une dette publique contractée en grande partie auprès de banques étrangères, cette suppression peut s'opérer de plusieurs manières; deux choix extrêmes y président: l'effacement de la dette envers les banques situées en dehors de l'économie nationale ou la perte d'actifs au sein de l'économie nationale. Pourtant, même la perte de richesse au sein d'une économie nationale peut inquiéter différentes catégories sociales et différents secteurs d'activité.

Par conséquent, rien d'étonnant à ce que le débat grec au sein de la gauche (et plus largement) sur la façon de traiter la dette publique ait créé deux camps opposés : ceux qui privilégient l'effacement de la dette et ceux qui sont partisans d'une redistribution des revenus au détriment du capital et des classes supérieures. Lorsqu'on s'intéresse au sens de ce débat dans le champ politique, on voit clairement qu'il ne s'agit pas d'une simple discussion technique. L'effacement unilatéral de la dette, voire la recherche unilatérale de sa renégociation, discrédite une petite économie comme celle de la Grèce, à moins d'une configuration de pouvoir favorable au niveau international. D'un autre côté, la large redistribution des revenus nécessite un renversement radical de la configuration de classe au niveau national ; et seules des luttes sociales militantes peuvent le permettre.

L'effacement unilatéral de la dette a été soutenu par certains groupes de gauche grecs ainsi que par des analystes influents ; il a été présenté comme la solution radicale tranchant le nœud gordien. Cette position sous-estime les effets qu'auront des contremesures et l'isolement de l'économie et du système bancaire national. Elle ne répond pas non plus à deux questions cruciales : quel gouvernement prendra cette décision et comment l'aggravation ultérieure de la situation économique et sociale conduira à un repositionnement et à une intervention efficace des mouvements sociaux ? Il est, bien sûr, parfaitement compréhensible (compte tenu de la culture de la gauche) que dans les circonstances actuelles, on soit en quête d'un slogan fort de « libération », voire de « libération nationale », qui permette aux petites forces politiques de jouer un rôle central.

D'un autre côté, l'effacement d'une grande partie de la dette publique et privée dans le monde capitaliste actuel criblé de dettes constitue un choix d'importance stratégique. On pourrait dire que ce processus a déjà commencé puisque, selon les informations de journalistes, la Banque centrale européenne apprécie les obligations de l'État grec, qu'elle les accepte des banques commerciales à un niveau bien inférieur à leur valeur nominale. Pourtant, cet effacement de la dette aura des issues différentes selon les conditions politiques dans lesquelles il s'effectuera. Même si le climat dominant en Europe montre la nécessité de réduire la dette des pays du « Sud » lourdement endettés, cela ne veut pas dire que l'ensemble du cadre néolibéral va changer. Il devrait être renforcé par la version révisée du pacte de stabilité. Les mouvements sociaux de ces pays devront exiger plus qu'un simple assouplissement des mesures adoptées dans le cadre des politiques de gestion des dettes publiques.

La difficulté de la redistribution interne des revenus est due au fait que, même s'il ne s'agit techniquement que d'un transfert des ressources provenant des revenus des classes supérieures et des profits vers les fonds publics, les points de départ politiques de cette opération ne peuvent se limiter à ceux qui sont liés à l'objectif de payer la dette. Tout dépend d'un processus multi-

dimensionnel de redistribution des ressources au sein de l'économie tout entière, en lien avec la capacité des luttes sociales à se doter de caractéristiques programmatiques qui correspondent aux besoins sociaux et aux besoins de développement de la période actuelle.

Il s'avère que l'inégalité de la répartition des revenus en Grèce est une caractéristique structurelle responsable de l'augmentation rapide des déficits publics. Comme le montre le rapport de l'Institut du travail GSEE-ADEDY, les toutes dernières données de la Commission européenne révèlent que la charge fiscale réelle sur les profits et les revenus financiers des entreprises grecques était de 15,9% en 2006, soit la moitié de la moyenne européenne, tandis que la charge fiscale réelle sur le travail était de 35,1% la même année, ce qui est dans la moyenne européenne. De plus, le rapport de l'excédent net d'exploitation sur la rémunération du travail pour l'économie tout entière était de 0,43 en Grèce en 2009, contre 0,25 dans la zone euro. La même année, le rapport de l'excédent net d'exploitation sur la rémunération du travail dans le secteur des entreprises était de 1,29 en Grèce (le plus élevé de la zone euro) contre 0,62 en Allemagne et 0,45 en France.

En tant qu'ensemble de mesures politiques contre l'endettement excessif, le programme de politique économique n'est pas seulement un choix des organisations internationales ou de l'État. Il exprime également la façon dont l'élite politico-économique et les groupes sociaux qui s'y sont ralliés envisagent les sacrifices pour le paiement et la réduction de la dette. Même si des voix se sont élevées contre l'évasion fiscale, les mesures prises sont très limitées (elles représentent 10% de l'ensemble des hausses fiscales en 2011) alors que les revenus des salariés s'effondrent dans les secteurs public et privé puisqu'ils vont payer la crise par une baisse de leurs revenus et par le chômage. Pour lutter contre les effets d'un endettement extrême, il faut d'abord renverser cette configuration de force. Celle-ci ne va pas changer simplement parce que la Grèce peut, d'une manière ou d'une autre, réduire sa dette publique.

Déconnexion entre politique et expression des besoins sociaux

Indubitablement, la facilité avec laquelle le programme d'austérité pour les salariés et les classes populaires s'est imposé en Grèce s'explique par le contexte extrêmement fragile dans lequel les politiques sociales ont été décidées. L'adoption d'un contrat social de type fordiste, qui semblait consolidé par l'entrée du pays dans l'Union européenne et complété par le triomphe d'une idéologie «modernisante» au sein de l'élite politique, a conduit, au contraire, à une dégradation qui a marginalisé ceux qui étaient censés en bénéficier le plus. La grande masse des salariés a dû affronter la crise sans pouvoir utiliser les mécanismes de pression et de négociation.

La politique économique de ces 15 dernières années a été, en réalité, l'association d'une vision «européanisante» (au sens d'établissement de fonctions

institutionnelles caractérisant le développement socio-économique européen des Trente glorieuses) et d'une application progressive de la logique de marché: la dérégulation et la redistribution des recettes aux groupes à moyen et haut revenu. Le résultat a été non seulement la détérioration de la position relative de la plupart des salariés, mais aussi le renforcement d'une classe moyenne d'entreprise par des mécanismes de redistribution ou de clientèle, le renforcement de la position de certaines catégories de fonctionnaires et une forte tendance d'autonomisation des bureaucraties syndicales.

Le programme de politique économique se poursuit et dérégule le marché du travail, tout en imposant un glissement politique radical aux catégories de salariés privilégiés qui entretenaient des relations étroites dont ils tiraient profit avec les différentes formes de pouvoir de l'État. Face à cela, le mouvement syndical institutionnel s'est retrouvé dans une situation difficile, puisqu'en très peu de temps, il a commencé à représenter la grande masse des salariés du secteur privé, il a perdu ses relations privilégiées avec le pouvoir politique et il a été ébranlé par les stratégies de sortie des différentes bureaucraties. Inutile de dire que, tout comme dans d'autres pays, il lui est difficile d'élaborer des politiques alternatives. En outre, il a perdu sa force de frappe, comme en témoigne sa capacité limitée à organiser des mobilisations de masse comparables aux rassemblements publics de 2001 qui avaient fait échouer la tentative du gouvernement socialiste de remise en question des droits à la protection sociale.

La réalisation du programme du mémorandum implique un repositionnement radical des alliances sociales, dont l'axe central est le ralliement de toutes les catégories d'entreprise derrière un programme de dérégulation du marché du travail, de privatisation des infrastructures et des services sociaux ainsi que de renforcement de la rentabilité. Parce que la réalisation de ce programme s'opérera dans un contexte prévisible de stagnation ou de récession, le soutien inconditionnel de l'action d'entreprise impliquera, dans ces circonstances (comme c'est déjà le cas), un rapide affaiblissement *de facto* du cadre juridique toujours en vigueur en matière de protection du travail, de protection sociale et de protection de l'intérêt public.

L'empressement avec lequel le PASOK a adopté et soutenu le programme du mémorandum ne devrait pas être une surprise, puisque ses cadres ont pris l'habitude de répondre aux demandes du monde des entreprises et d'accepter des politiques qui affaiblissent le monde du travail, tout en perdant ses liens avec les groupes de population qui n'occupent aucun poste administratif et ne jouent aucun rôle dans les affaires. Le PASOK perd ainsi toute caractéristique sociale-démocrate, devenant un parti du pouvoir fort de l'inertie des forces sociales qu'il représentait auparavant. En décidant de condamner le mémorandum puis de se présenter comme le plus fervent *supporter* du monde des entreprises, le nouveau chef du parti Nouvelle démocratie répond habilement

aux demandes du monde du capital et des affaires en général tout en essayant d'exploiter le mécontentement populaire et en entretenant les idées nationalistes, toujours exploitables en Grèce.

Dans ces circonstances, qui se caractérisent par la crise du mouvement syndical et «l'auto-discrédit» de la social-démocratie, il n'est pas étonnant que la gauche ait d'énormes difficultés à mettre en avant des orientations politiques alternatives. La culture de la gauche reste profondément marquée par une approche des questions sociales axée sur la croissance et par l'idée qu'une voie royale s'ouvrira grâce aux luttes sociales ou à des renversements révolutionnaires. L'enfermement dans cette culture conduit à la reprise de propositions politiques ou de méthodes de lutte appartenant au passé. Par ailleurs, cela pourrait amener à se réfugier dans l'attente de mobilisations de masse radicales conduisant à un changement de régime ou de gouvernement, qui parviendrait (mais comment?) à répondre aux besoins et aux demandes de la société. Le refus unilatéral de payer la dette entre dans cette logique.

Pendant toute la dernière période précédant le mémorandum, qui se caractérisait déjà par l'affaiblissement du mouvement syndical, la gauche n'a pas été en mesure de former un pôle unifié et efficace pour reconstruire des luttes sociales. Elle a continué à se définir par des *leaderships* majoritaires, n'a pas réussi à réaliser une synthèse sur de nouvelles bases et a peu profité des tentatives originales et isolées de créer de nouvelles organisations syndicales. Cela s'explique notamment par la fragmentation organisationnelle, qui est passée des relations entre organisations politiques aux relations entre nouveaux syndicats. De plus, les organisations de gauche du secteur public n'ont pas su aller au-delà d'une position défensive par rapport à la politique économique agressive concernant les salaires et l'emploi. Dans leurs positions, elles n'ont pas tenu compte des demandes de la société, en particulier de la plus grande partie des salariés, concernant l'efficacité des services publics et la relation des entreprises publiques avec les citoyens, ainsi que la nécessité de réexaminer les questions de répartition des revenus entre les différentes catégories de salariés.

Perspectives de rassemblement des mouvements sociaux

Le risque que les forces de gauche restent en marge de la vie politique est dû à leurs difficultés à comprendre les nombreuses dimensions qui sont à l'origine de la crise actuelle, à une époque où les politiques dominantes des dernières décennies et les attaques radicales d'aujourd'hui envers le travail et l'État social ont beaucoup affaibli la résistance sociale. Nous connaissons actuellement une crise totale de la reproduction capitaliste, qui nécessite de revoir les hypothèses de base du passé en matière d'aide sociale, de solidarité et de développement durable des systèmes de production. Ces changements ne concernent pas tant le *leadership* politique que le renouvellement de la façon

de penser de millions de personnes, grâce à de nouvelles pratiques sociales qui doivent pour la plupart partir de zéro.

Le capitalisme développé s'est empêtré dans une crise de l'endettement extrême au moment où l'ensemble du système de relations économiques internationales traverse une période transitoire, avec une intensification des inégalités au sein des zones développées ou en développement et entre les grandes régions de la planète. La dynamique du changement climatique renvoie à cette crise de reproduction du capitalisme mondialisé, ce qui pose des limites au développement durable des activités économiques et élargit le contenu des besoins sociaux ainsi que la perspective dans laquelle ils sont perçus. Parallèlement, le démantèlement des cadres réglementaires nationaux en raison de la domination du néolibéralisme coexiste avec l'urgence d'une intervention des institutions internationales et intergouvernementales dans le système financier, pour modérer le changement climatique, pour fournir les biens publics, pour la suffisance alimentaire et l'instauration d'un contrôle et d'une évaluation des décisions politiques au niveau international.

Les changements d'approche nécessaires concernent principalement les limites au développement imposées par les politiques de changement climatique, ainsi que la mise au premier plan de la question de la solidarité comme préalable au système économique plutôt qu'en tant que résultat social de la croissance. Cela présuppose un renversement radical et un renouvellement complet des méthodes de formation du consensus social, par le renforcement de la démocratie et l'adoption de méthodes de planification concernant les choix pour la société et l'économie. Cette transformation reposera sur un système d'enseignement public pour tous, sur un système public de fondations de recherche et sur des initiatives sociales dans le domaine de la recherche et de l'élaboration programmatique. Ceci devrait favoriser la participation des travailleurs et des citoyens dans les processus démocratiques, ainsi que l'épanouissement de propositions d'innovation dans les secteurs scientifique, technologique, institutionnel et social.

Il semble que le seul moyen de réaliser ce projet ambitieux soit dans le transfert de l'élaboration des politiques aux couches populaires et la réorganisation des propositions politiques, afin que ces dernières puissent jouer un rôle sur la scène politique. De toute évidence, ceci implique un changement de culture politique allant au-delà de la présentation d'exigences défensives et ayant la capacité d'articuler des exigences fortes avec des caractéristiques programmatiques, renouvelant ainsi le contexte institutionnel de solidarité et établissant de nouvelles alliances sociales susceptibles de dépasser les hiérarchies du passé et la fragmentation imposée par une gestion néolibérale.